

Nationalité Française

DJ

Nom : DA COSTA LIMA

Prénom(s): JESSICA, LYND

Sexe : F

Né(e) le : 08.11.1989

LIBOURNE

Table: 1,65h

Signature _____

[illegible]

1608653007200JESSICA<LYNDA8911089F4

III

Adresse : COTE DU CHATEAU
SAUVEVEIRE (65)

Carte valable jusqu'au : 16.08.2031
délivrée le : 17.08.2016
par : PREFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES (65)
Signature de l'autorité :

Sandrine GIANNIOTTA



ABAFIM



SARL au capital de 50 000 € - 443 658 463 RCS Tarbes
Carte Professionnelle N° CPI 6501 2016 000 005 955
délivrée le 28/03/2019 par la CCI de Tarbes et des Hautes Pyrénées
TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES & FONDIS DE COMMERCE
16 Avenue de la Marne - 65 000 TARBES - FRANCE
Garantie Financière (110 000€): QBE Insurance (Europe) LIMITED
Cœur Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX

Représentée par l'agent commercial indépendant
M. Michel ROQUAIN
Tél : 06.66.97.76.26
Inscrit au RCS de Tarbes
Siret : 440.085.520

Inscription au registre
des Mandats N°23202

MANDAT SIMPLE DE VENTE SANS EXCLUSIVITE (avec faculté de rétractation)

Je soussignée
Nom : Da Costa Lima
Prénoms : Jessica
Date et lieux de naissance : 08/11/1989 à Libourne (33)
Marié / Célibataire / Veuve / Séparé / Divorcé / Pacsé. Régime matrimonial :
Professions : Agent régional des lycées Demeurant : 4, côte du château 65700 SAUVETERRE
Téléphone : 06-17-21-50-52 Adresse mail : jessicadacostalima33@gmail.com
N° de Carte Nationale Identité 160 86 53 000720 - passeport :

Je / nous soussigné

Nom : Andrade

Prénoms David

Date et lieux de naissance : 19 12/1979

Marié / Célibataire / Veuve / Séparé / Divorcé / Pacsé. Régime matrimonial :

Professions : En recherche d'emploi Demeurant : 4, côte du château 65700 Sauveterre

Téléphone : 07-67-26-99 Adresse mail :

N° de Carte Nationale Identité

- passeport :

Agissant conjointement et solidairement en QUALITE DE SEULS PROPRIETAIRES pour notre
Propre compte, intervenant aux présentes sous la dénomination « LE MANDANT », vous mandations par la présente afin
de rechercher un acquéreur et faire toutes les démarches en vue de vendre les biens et droits ci-dessous désignés, nous
engageant à produire toutes justifications de propriété : (section et N° de parcelle cadastrale, N° de lot copropriété, et superficie privative (art.
46 de la loi du 10.07.1965) ne sont pas applicables aux caves, garages, emplacements de stationnement ni aux lots ou fractions de lots d'une superficie
inférieure à 8 m².)
Une maison d'habitation de 150m²+ garage sur un terrain de 1417 m² (parcelles 000 ZH 111 pour 1259 m² et
000 ZH 109 pour 158 m²) avec dépendance située 4 côte du château 65700 Sauveterre

4D
JCC

Tél : 05.62.34.54.54 Fax: 05.62.34.66.60
Site web: www.abafim.fr e-mail: contact@abafim.com

ABAFIM

Tél : 05.62.34.54.54 Fax: 05.62.34.66.60
Site web: www.abafim.fr e-mail: contact@abafim.com

L'agence est adhérente au SNPI, Syndicat National des Professionnels Immobiliers, (premier syndicat Français de l'immobilier depuis 1960),
26 avenue Victor Hugo 75116 Paris. Elle est soumise au code de déontologie consultable sur www.snpi.com/espace-adherent/files/divers/code_deontologie.pdf


AUCUN HONORAIRE NE SERA DU AU CAS OU LE MANDANT VENDRAIT SANS AUCUNE INTERVENTION DE LA PART DU MANDATAIRE.

Plus-Values et T.V.A. : les parties reconnaissent avoir été informées des dispositions fiscales concernant les plus-values et déclarent agir en toute connaissance de cause. Si la vente est assujettie à la T.V.A., le prix ce dessus stipulé s'entend T.V.A. incluse.

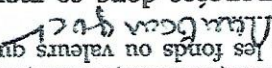
Honoraires: nos honoraires fixés à 10% TTC, calculés sur le prix de vente, (prêts inclus), seront à la charge du vendeur, exigibles et payés comptant par le vendeur le jour où l'opération sera effectivement conclue et constatée dans un acte écrit, signé par les deux parties, conformément à l'article 74 du décret N°72-678 du 20 juillet 1972, constatant l'accord du vendeur et de l'acquéreur, quel que soit le mode de financement (fonds propres acquéreur, prêt bancaire, prêt vendeur, rachat de parts, ..).

Les Honoraires d'Agence (TVA incluse) seront de (chiffres) : 16 000 €
(lettres) : seize mille euros

Prix : Le prix demandé par le mandant, vendeur des biens et droits ci-avant désignés, est sauf accord ultérieur, payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique, tant à l'aide de prêts que de fonds propres de l'acquéreur, de

Clause particulière : prix fixé par le vendeur
Signatures clients : 
une indemnité compensatrice forfaitaire égale à la rémunération prévue dans ce mandat.

MANDATAIRE, le MANDANT s'engage à verser au MANDATAIRE en vertu des articles 1142 et 1152 du Code Civil, l'acquéreur ayant été informé ou présenté, directement ou indirectement, de la vente du bien par le

CLAUSE PENALE : En cas de non-respect des obligations énoncées dans ce mandat, en cas de vente à un
En vue de garantir la bonne exécution des présentes, et de leur suite, les fonds ou valeurs qu'il est usage de faire verser par l'acquéreur, seront détenus par le notaire, Maître Victor de la Roche à 
La loi solidarité et renouvellement urbain du 13.12.2000 réglemente le versement visé ci-dessous (articles L. 271-1 et L. 271-2 du CCH).

Si le MANDANT entend utiliser cette faculté, il utilisera le formulaire ci-dessous ou procédera à la signature et à la notice de renouveau du mandat dans le délai de QUATRE VINGT JOURS à compter de la date de la signature de la notice de rétractation. L'exercice de la faculté de rétractation par le MANDANT ne donnera lieu à aucune indemnité, ni frais, présents, et notamment la disposition d'annonces portant sur l'offre de vente des biens, ne devra être présentée, et notamment pendant le délai de 14 jours tant que l'Agence n'a pas positivement exécuté sa mission de rétractation.

Internet www.medecins.fr dont le siège social est situé 73, boulevard de Clichy, 75009 PARIS
Faculté de rétraction du MANDANT :

et R 612-1 du Code de la consommation.

Conformément à l'article L211-3 du Code de la consommation, qui a eu le temps nécessaire et suffisant pour en faire consommation en vue de la résolution amiable du litige qui pourrait l'opposer au Mandataire

Le MANDANT déclare et reconnaît que préalablement à la signature des présentes non-procès-verbal,

Les dispositions au présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent le régime des consommateurs. Les trois alinéas précédents ne sont pas applicables aux exploitants des ser-

transformation du contrat initial a durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans le correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du contrat. A défaut de remboursements dans les

Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le demandeur doit, à la date de la demande, être en mesure de démontrer qu'il a tenté de faire parvenir la demande au demandeur par la poste, par la voie électronique ou par tout autre moyen approprié.

ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, apparent, la date limite de résiliation.

Art. L136-1 du code de la consommation (modifié par la loi n°2014-344 du 17/03/14 art. 11)
lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un an

transmettre ses données personnelles à des tiers concernés (notaires, diagnostiqueurs, S

Le MANDANT accepte que le MANDATAIRE recueille et utilise ses données personnelles à l'effet d'effectuer une campagne de financement pour le compte de son mandataire. Le MANDANT prévoit personnel pour le lot, les procédures en cours, le tout à la charge du MANDANT.

demande

- S'agissant de souscrire tout prochainement de son côté pour l'accomplissement des pré-

- Apposer un panneau « A vendre » (pour les biens dont le mandat est au prix de

06 janvier 1978, le MANDANT a droit d'accès et de rectification sur les données le concernant. Le MANDANT est seul propriétaire du droit à l'image de son bien.

- Faire gratuitement toute publicité sur nos supports à sa convenance : petites annonces également diffusées sur tous les sites internet de son réseau en fonction des particularités

- Négocier, s'il y a lieu, avec tout titulaire d'un droit de préemption, le préempteur sera incombant à l'acquéreur sera à la charge du préempteur. Le MANDANT restant libre de r

(compromis en particulier) éventuellement assortis d'une demande de prêt, aux clauses et

- Erablir (ou s'adjolndre ou substituer tout professionnel au choix du MANDATAIRE
présent mandat.

- Récupérer toutes les pièces utiles auprès de toutes personnes privées ou publiques, notamment les administrations, pour mener à bien les missions de la mission ;

Pourquoi ?

un délai de trois mois à compter de sa signature, ce mandat peut être dénoncé à tout moment.

Durée du Mandat:
Les titres en fin de mission sans convention contraire des parties.

lot, les procédures en cours. Cette autorisation ne concerne que les documents que le vend

d'entretien de l'immeuble, le diagnostic technique, les diagnostics amiantes, plomb, et termites, le nombre de lots de la copropriété, le montant moyen annuel de la quote-part, à la charge du

juillet 1965) * à demander au syndic, en son nom et à ses frais, communication et copie des documents

huitaine, le MANDANT autorise le MANDATAIRE à ses frais :

une sanction issue du droit commun; ③ bornage. Ce dossier devra être annexé à l'engagement - Application de l'art. 46 : loi N°65-557 du 10 juillet 1965 : (vente d'un lot ou d'une fraction

s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante à l'état manquant ; ⑤ l'état relatif à l'acquéreur à poursuivre la résolution de la vente ou à demander au juge une diminution du prix

le permis de construire est antérieur au 01 juillet 1997) ; ⑤ état parasitaire; ⑥ à l'installation système d'assainissement (pour tout immeuble d'habitation non accordé au réseau public de

- Le MANDANT s'engage à faire établir à ses frais et sans délai l'ensembles des constats, états relatifs au risque d'exposition au plomb (clause concernant tous les immeubles bâtis à usage d'

leur mandataire verbal.

- Le MANDANT s'engage à produire à la première demande du mandataire, toute justification plurielle de propriétaires, le ou les propriétaires signataires de ce mandat ont l'accord du ou

- Si le MANDANT présente les biens à vendre directement ou par l'intermédiaire d'un autre dans sa mission

MANDATAIRE

vente finale.

expérimentation, à fournir l'assurance écrite immédiate d'un MANDATAIRE, en lui notifiant

Le MANDANT s'interdit expressément pendant toute la durée du mandat d'acquiescer à un autre concurrent du MANDATATAIRE, y compris avec un autre intermédiaire, à un acquiescement qui lui a été imposé par un tiers.

Pendant toute la durée du mandat, le MANDANT s'engage à l'indemniser de tout acquittement par ce mandat et à libérer les lieux pour le jour de l'acte authentique.

OPÉRATIONS DU MANDANT :

43

Je soussigné(e), déclare annuler le mandat de vente ci après :
Signature(s) du (des) mandant(s) :
Date :
N° de mandat :
Nature du bien :
Date de signature du mandat de vente :
Nom et prénom du (des) mandant(s) :
Adresse du client :

Papillon à retourner daté et signé par le (s) mandant(s) par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse figurant en en-tête au recto du présent document. Conditions :
Formulaire de rétractation : à compléter et retourner pour résiliation de mandat (Code de la consommation articles L121-23 à L121-26)

Bon pour mandat

Bon pour mandat

Rayés nuls
LES MANDANTS (Propriétaires)
Chiffres : 0.....
Mots : 0.....
Lignes : 0.....

Le MANDANT reconnaît expressément avoir pris connaissance préalablement à la signature des présentes, de l'intégralité des services définis au présent mandat, conformément aux articles L 111-1 et suivants du Code de la consommation et avoir reçu un exemplaire du présent mandat et des conditions au recto.
- Informer le MANDANT sur tous les éléments nouveaux (législatifs, prix, situation économique, ...).
- Réaliser toutes les démarches pour vendre ce bien sur son réseau, notamment le site internet www.abafm.fr.
- Mettre à la disposition du MANDANT un espace dédié sur le site www.abafm.fr avec un accès en temps réel des actions entreprises par le MANDATAIRE.
- Rendre compte du résultat des visites effectuées et des actions entreprises ainsi que des résultats de ces actions au MANDANT, notamment par email.
- Organiser un rendez-vous physique ou téléphonique tous les trois mois pour faire le point sur le déroulement de sa mission.
- Effectuer une sélection préalable des candidats acquéreurs : cette sélection permettant d'éliminer les curieux et autres personnes non solvables ou mal intentionnées.
- Informer le MANDANT de l'accomplissement du mandat par tout écrit remis contre récépissé ou émarquement ou LRAAR ... dans les huit jours de l'opération, en joignant le cas échéant une copie de la quittance ou du reçu délivré, ce, conformément à l'art.77 du décret N°72-678 du 20 juillet 1972.

LE MANDATAIRE (Agence)
Mandat accepté
Remise acceptée